

Avant-propos

Ioana Cirstocea, Dorota Dakowska, Carole Sigman

▶ **To cite this version:**

Ioana Cirstocea, Dorota Dakowska, Carole Sigman. Avant-propos. Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, 2014, 45 (1), pp.5-19. halshs-01183909

HAL Id: halshs-01183909
https://shs.hal.science/halshs-01183909

Submitted on 12 Aug 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Revue d'études comparatives Est-Ouest, 2014,
vol. 45 n° 1, pp. 5-19

Avant-propos

Ioana Cîrstocea, Dorota Dakowska et Carole Sigman

Cet article introductif au dossier thématique revient sur les transformations de l'enseignement supérieur en Europe centrale et orientale, principalement depuis 1989. Si elles rejoignent dans l'ensemble les dynamiques observées dans d'autres régions, avec la massification des études universitaires notamment, ces évolutions sont marquées par des particularités liées à la recomposition des secteurs public et privé ou à l'articulation entre les transformations post-communistes de l'État et les dynamiques impulsées par les organisations internationales et européennes. Ce numéro propose une perspective sociologique axée sur l'étude des experts et autres « entrepreneurs académiques » qui ont contribué à la reconfiguration des institutions et des disciplines universitaires, perspective souvent délaissée dans les travaux actuels sur les réformes de l'enseignement supérieur.

Les dynamiques des transformations des espaces académiques en Europe centrale et orientale ouvrent des questionnements multiples. Sans prétendre en dresser le panorama, ce dossier se focalise sur certains des enjeux insuffisamment abordés par les travaux existants. Il vise notamment à comprendre comment la reconfiguration du secteur de l'enseignement supérieur après 1989 s'inscrit dans le processus plus général des transformations postcommunistes qui ont très rapidement, voire brutalement, introduit les logiques du marché dans les secteurs non-marchands[1].

S'il ne s'agit ici ni de ressusciter pour le défendre le soi-disant « exceptionnalisme » des pays ex-socialistes, ni de se reposer sur la prétendue homogénéité de leurs systèmes universitaires, il nous a semblé utile de revenir sur certaines dimensions partagées des différentes réformes sectorielles, afin d'en relever les modalités de déploiement et d'insertion dans des logiques et des contextes nationaux et internationaux. Comme l'ont déjà montré certains travaux publiés depuis deux décennies (Tomusk, 2004, 2007 ; Slantcheva, Levy, 2007 ; Telegina & Schwengel, 2012), les universités de ces pays ont connu, depuis le début des années 1990, malgré la diversité indéniable des situations nationales, un ensemble de transformations plus ou moins similaires et/ou convergentes (Dobbins, 2011). D'importantes réformes sectorielles visant, dans un premier temps, à émanciper la recherche et l'enseignement de l'emprise directe du pouvoir politique, ont été lancées par les gouvernements de transition. Elles ont été suivies par des mesures cherchant à accroître l'autonomie financière et de gestion des établissements, pour s'inscrire, depuis la fin de la décennie 1990, dans

1. L'idée de ce numéro est née à l'occasion de la journée d'étude intitulée « Humboldt dans tous ses États. Les transformations des espaces académiques centre-est-européens depuis 1989, entre dynamiques endogènes et transferts internationaux » que nous avons organisée au CERCEC, à l'EHESS, le 10 mai 2012, dans le cadre du projet « L'académie en chantier. Transformations des universités centre-est-européennes depuis 1989 » soutenu par le programme de formation-recherche du CIERA. Nous remercions les participants à cette journée, les discutants ainsi que les experts, Nina Kancewicz-Hoffman et Lazăr Vlăsceanu, qui ont accepté de partager leur expérience avec nous et de nous faire part de leurs commentaires. Merci aussi à Laure Neumayer et à Anja Röcke, co-organisatrices de la journée et partenaires du projet, pour leur contribution précieuse à l'ensemble de cette entreprise scientifique.

l'horizon à la fois idéologique et institutionnel de l'« harmonisation » européenne.

Lorsque l'on se penche aujourd'hui sur les transformations de l'enseignement supérieur en Europe, leur lecture est dominée par la focale du Processus de Bologne[2]. D'une part, la mise en place d'un « Espace européen de l'enseignement supérieur », les dynamiques qu'il a entraînées (réunions interministérielles, multiplication de groupes d'experts, publication de rapports et de recommandations) et, plus largement, l'implication croissante de la Commission européenne dans le « pilotage » des réformes universitaires avec la « Méthode ouverte de coordination » (Dale, 2005 ; Bruno, 2009) constituent désormais un cadre normatif dont il est difficile de s'abstraire et ce aussi bien dans l'espace européen qu'au-delà (Amaral *et al.*, 2009 ; Croché, 2010 ; Dale, Robertson, 2009 ; Lange, Alexiadou, 2010 ; Kehm, 2010, 2012 ; Ravinet, 2011).

D'autre part, à rebours de certaines lectures qui ont tendance à réduire les transformations des champs académiques des pays européens à leur adaptation au Processus de Bologne, il nous semble important de rappeler que les transformations – qualifiées d'internationalisation, voire d'européanisation – des systèmes d'enseignement supérieur des pays d'Europe centrale et orientale ne datent pas des années 2000. Elles ont été enclenchées bien plus tôt, certaines d'entre elles ayant même précédé la fin des régimes socialistes (Scott, 2000 ; Scott, 2012). L'attention portée aux *héritages historiques et aux trajectoires de réformes entre-*

2. Reposant sur des négociations intergouvernementales – bien qu'avec une participation croissante de la Commission européenne –, le processus a été lancé officiellement en juin 1999 à Bologne par les ministres de l'enseignement de 29 pays européens (le nombre de signataires est passé désormais à 47). Il se place dans la continuité de la déclaration de la Sorbonne, signée, en mai 1998, par les ministres français, allemand, italien et britannique en charge de l'enseignement supérieur, qui énonce l'objectif de construire un « Espace européen de l'enseignement supérieur ». Le processus de Bologne vise l'harmonisation des systèmes d'enseignement supérieur autour de trois piliers principaux : l'adoption d'un système de diplômes comparables fondé sur trois grands cycles (connu aussi en France sous le nom LMD), la généralisation d'un système d'accumulation et de transfert international de crédits d'enseignement (ECTS) soutenu par la Commission européenne avec le programme de mobilité Erasmus, ainsi que la promotion de l'assurance-qualité, notion empruntée au monde des entreprises (voir par exemple Ravinet, 2007 ; Croché, 2010).

prises dès le début des années 1990 permet de prendre en compte l'hétérogénéité des situations nationales et la manière dont les différents legs se combinent pour donner lieu à de nouvelles formes, souvent hybrides. Aussi les auteurs qui ont contribué à ce numéro se sont-ils attachés à reconstituer le contexte de la première phase des réformes pour mieux comprendre les logiques à l'œuvre dans les transformations plus récentes. Les « voies de sortie » (Bruszt & Stark, 1998) des régimes communistes et les choix effectués par les gouvernements de transition pèsent en effet sur l'évolution ultérieure des champs académiques. L'Allemagne unifiée en constitue l'exemple le plus frappant, dans la mesure où l'extension de l'ordre institutionnel ouest-allemand aux nouveaux Länder a signifié un bouleversement pour les universités est-allemandes. Le remplacement d'une grande partie du personnel universitaire a produit une rupture radicale. Cette dernière rend difficile l'interrogation en termes d'héritage est-allemand, d'autant plus que les groupes qui cherchent à entretenir la mémoire de la RDA occupent désormais des positions marginales, le plus souvent extra-universitaires[3]. Si, dans les autres pays de la région, le bouleversement du paysage académique est moins prononcé, la question demeure de savoir quels groupes se sont imposés et dans quelles conditions pour initier des réformes adoptées au niveau national ou inaugurer de nouveaux cursus et établissements universitaires.

Le choix de privilégier des études de cas ciblées – bien qu'à chaque fois inscrites dans un contexte plus général – permet d'approfondir plusieurs aspects qui nous semblent caractéristiques des transformations contemporaines des espaces académiques centre-est européens. Le premier se réfère aux *rapports entre secteur public et secteur privé* et aux logiques d'émergence d'universités privées, voire de places payantes au sein des établissements publics[4]. Dans un contexte de réduction massive du financement public et de désengagement de l'État, les établissements publics ont multiplié les nouvelles filières et les succursales pour attirer des étudiants payants, tandis que les univer-

3. Voir la contribution de Daniel Hechler et Peer Pasternack dans ce numéro.

4. La discussion sur la définition de ce que constitue un établissement public et privé a été engagée depuis longtemps (Levy, 1986, 2012 ; Slantcheva & Levy, 2007; Sigman, 2010). S'il semble difficile à trancher définitivement, il est possible de reconnaître que le brouillage de frontières entre le public et le privé se traduit par l'expansion de formations académiques « payantes » dans la région.

sités privées – formes institutionnelles inexistantes dans la plupart de ces pays sous le régime communiste[5] – ont connu un développement rapide. La contribution de Carole Sigman sur la Russie montre par quels mécanismes le secteur public d'enseignement supérieur devient depuis les années 1990 un espace hybride, de plus en plus imprégné de logiques inspirées du secteur privé. Cette problématique est évoquée également dans la contribution sur la Roumanie signée par Mihai Dinu Gheorghiu et ses collègues.

Dans la plupart des pays de la région, on assiste ainsi, dès le début des années 1990, à une massification de l'enseignement supérieur, dont l'accès – auparavant fondé sur des principes compétitifs et méritocratiques aussi bien que politiques – avait été étroitement contrôlé à l'époque communiste, ne s'ouvrant qu'à une frange de la population fortement dotée de capitaux culturels et/ou politiques[6]. L'article de Petya Slavova dans ce numéro aborde les implications de cette affluence massive des étudiants dans les universités bulgares, facilitée par l'ouverture de places payantes dans les établissements publics, sur la restructuration des départements de sociologie. Cela étant, le changement de régime ne constitue pas forcément une rupture complète, puisque des cursus hautement sélectifs continuent à exister, côtoyant d'autres voies d'accès – souvent payantes – aux formations diplômantes et la multiplication d'établissements d'enseignement supérieur privés. Loin de s'imposer de manière uniforme, le secteur privé se développe d'une manière hétérogène, à commencer par la taille, le rayonnement et la reconnaissance institutionnelle des établissements. Mais c'est aussi le poids relatif du secteur privé qui frappe puisqu'il représente 27,7 % des effectifs étudiants dans les pays d'Europe centrale et orientale contre 6,3 % en moyenne enregistrés en Europe occidentale (Levy, 2012, p. 182). Il ne peut donc être question d'un hypothétique « rattrapage »

5. L'Université Catholique de Lublin polonaise constituait une exception dans le bloc soviétique, dans la mesure où son financement reposait sur des dons privés, circulant notamment par les canaux ecclésiastiques. Ce n'est qu'à partir de 1992, suite à une décision du parlement, que l'établissement a été autorisé à recevoir des subventions publiques.

6. La massification est toutefois antérieure en URSS où les effectifs de l'enseignement supérieur (y compris sous la forme d'études à temps partiel) ont commencé à augmenter fortement à partir des années 1950 pour faire face à la pénurie de main d'œuvre qualifiée (Gruson & Markiewicz-Lagneau, 1983, pp. 99 et 108).

des pays d'Europe de l'Ouest qui restent attachés, dans l'ensemble, au modèle de l'enseignement supérieur public. Au-delà, la situation observée dans différents PECO n'est en rien homogène puisque certains pays (Lettonie, Pologne, Roumanie) connaissent des taux qui dépassent un tiers de la population étudiante inscrite dans des établissements privés alors que dans d'autres (Hongrie, Slovénie, Russie), ce phénomène demeure marginal. Ces chiffres traduisent la diversité des politiques publiques mises en place depuis 1989, des modèles de référence, de l'importance accordée aux logiques de marché, enfin d'une mobilisation différenciée d' « entrepreneurs académiques » (Neumayer, 2010).

La *dimension internationale des transformations* de l'espace académique, autre aspect qui nous intéresse dans ce dossier, n'est pas toujours aisée à saisir, tant sont imbriqués les impulsions exogènes – comme celles des organisations internationales faisant autorité dans le domaine de l'enseignement – et les processus de circulation transnationale de modèles et de dispositifs qui s'appuient sur des dynamiques et configurations de relations internes. Cette dimension internationale peut être abordée de plusieurs manières. Tout d'abord, le poids des fondations et programmes étrangers, américains notamment, doit être évoqué. On sait à quel point les entrepreneurs de la « philanthropie scientifique » ont depuis longtemps pesé sur les priorités de la recherche en sciences sociales et médicales, notamment dans l'entre-deux-guerres (Tournès, 2011). Le concours des experts en provenance d'institutions internationales, comme la Banque Mondiale, l'OCDE, l'Union européenne ou l'UNESCO, ou de fondations philanthropiques, comme l'Open Society Institute de George Soros, n'a été que peu étudié, en dépit de leur implication forte dans la région (Wimberley, 1999 ; Guilhot, 2004 ; Zmas, 2012 ; Barrows, 2013). Dans une démarche centrée sur les usages sociaux et politiques de l'expertise et des références internationales, il devient désormais indispensable d'analyser les programmes et stratégies que ces organisations ont mis en œuvre et les relations que les responsables administratifs et scientifiques des pays étudiés ont pu entretenir avec elles au fil du temps. Comme le montre entre autres la contribution de Ioana Cîrstocea dans ce dossier, loin de se réduire à une contrainte surplombante et de produire des effets homogènes, les préconisations des institutions internationales donnent lieu à des expérimentations parfois contradictoires, ainsi qu'à des appropriations et à des investissements différenciés, qui restent étroitement attachés

aux dynamiques sociales et politiques propres à l'espace national vers lequel un modèle d'organisation exogène est transféré. Il importe alors de pouvoir comprendre la socialisation professionnelle, les trajectoires intellectuelles longues, les carrières et les expériences cosmopolites des intermédiaires locaux et localisés des programmes internationaux : ces « entrepreneurs de normes » peuvent par leur positionnement même dans les configurations locales et nationales exercer une influence majeure sur la façon dont les normes sont importées.

Deux axes principaux articulent les travaux que nous avons réunis ici. Consacré aux transformations institutionnelles, le premier concerne les *conditions idéologiques et sociales des réformes*, la mise en place de nouveaux cadres pratiques et symboliques de fonctionnement des universités, dans le contexte de la démocratisation et de l'ouverture des pays ex-socialistes au marché. Il s'agit surtout de l'apparition de nouvelles modalités de financement, de l'évolution des structures de décision et des rapports entre les différents niveaux hiérarchiques au sein des instances de gestion du secteur de l'enseignement supérieur. Le deuxième axe transversal consiste à aborder les changements des espaces académiques à partir *d'objets souvent délaissés* par des approches surplombantes. Ont été ainsi étudiés *des disciplines et des milieux professionnels* qui voient leur contenu et leur mission se renouveler (comme la sociologie et la science politique dans les cas bulgare et roumain analysés par Petya Slavova, Ioana Cîrstocea et Mihai Dinu Gheorghiu *et al.*), *des institutions nouvelles* qui s'inventent un rôle tout en reconfigurant l'espace académique et les rapports de forces qui lui sont propres (les *think tanks* et les experts connectés aux institutions internationales par exemple, mais aussi les agences nationales d'évaluation, les organismes d'assurance qualité et les conseils en financement), *des acteurs et filières extérieurs à l'espace national et/ou à l'espace académique* (fondations philanthropiques, institutions et programmes internationaux). Enfin, certaines contributions touchent également à la question de *l'emprise du jeu politique* sur les mécanismes et les dynamiques spécifiques au secteur de l'enseignement supérieur plus ou moins internationalisé (aspect le plus visible dans la contribution portant sur le cas biélorusse présenté par Olga Gille-Belova).

Dans le contexte de la mise en place d'un Espace européen de l'enseignement supérieur, il n'est pas rare que les travaux consacrés aux

réformes de l'université s'en tiennent à un point de vue descriptif et technique, sinon ouvertement normatif. Aussi les études sur les *réseaux d'acteurs* œuvrant à la refonte institutionnelle restent-elles en général un point aveugle de cette abondante littérature. Nous avançons que les évolutions des espaces académiques peuvent difficilement être saisies au plus près sans s'intéresser aux positionnements et aux ressources accumulées par les acteurs qui y ont contribué. Travailler sur les « entrepreneurs académiques » était une des principales consignes que nous avions proposées aux auteurs de ce numéro thématique et reste une entrée privilégiée des contributions réunies ici. Celles-ci tentent d'identifier les groupes qui ont contribué à l'élaboration des nouveaux cadres juridiques et administratifs des systèmes d'éducation tertiaire, à l'apparition de nouveaux établissements d'enseignement et de nouvelles modalités de pilotage du secteur, à la transformation du paysage des disciplines et des filières, par la réforme des anciennes, mais aussi par la création et la légitimation de nouvelles.

Différents acteurs dont il s'agit de comprendre les ressources et les positionnements ont défini les mutations institutionnelles de l'enseignement supérieur et de l'espace académique et intellectuel en général, en impulsant la création d'instances d'évaluation et d'accréditation ou bien en prodiguant leurs conseils en matière de financement et d'élaboration des politiques publiques – souvent bien au-delà des universités. Depuis des centres de recherche et des institutions nouvelles – comme les *think tanks*, parfois privés, situés aux marges de l'espace académique traditionnel et abondamment alimentés par des programmes internationaux –, ils ont pu intervenir activement dans la conception des nouvelles normes réglementant l'enseignement supérieur et, plus largement, la société et la politique de « transition ». Ils ont surtout pesé sur la reconfiguration de l'espace académique, des rapports de force qui le caractérisent et des logiques de légitimation qui lui sont propres. Parmi les figures d'acteurs les plus visibles, celle de *l'expert en politiques de l'éducation* doit être mentionnée, dont l'intervention s'avère cruciale dans la plupart des cas à l'étude. Évoquée dans les contributions sur la Bulgarie, l'Allemagne et la Russie, elle est abordée de front dans les deux articles sur la Roumanie. Ces derniers posent la question des trajectoires de ces spécialistes, de leur recrutement et de leur formation, enfin de la construction de leur légitimité au croisement de logiques nationales et internationales, via différents processus

de reconversion de ressources et des réorientations de carrière au gré des nouvelles configurations politiques, sociales et économiques. Cette thématique mériterait sans doute d'être approfondie à la lumière d'une réflexion comparative systématique à la fois sur différents secteurs d'action publique et sur plusieurs cas nationaux.

Résumant notre programme, soulignons à nouveau qu'il s'agissait, à partir de cas circonscrits aux pays ex-socialistes, de relever un défi souvent ignoré par la littérature consacrée aux transformations des universités. À la différence de nombreux travaux qui privilégient notamment les dimensions institutionnelles et les aspects formels relatifs aux cadres normatifs et/ou à la structure du secteur de l'enseignement tertiaire, nous avons souhaité interroger dans ce dossier les conditions sociales de possibilité des transformations des espaces académiques dans cette partie du monde depuis 1989. Armées d'un questionnement transversal, les contributions à ce numéro thématique croisent des perspectives, des outils disciplinaires et des échelles d'analyse divers. Les transformations générales des systèmes d'enseignement supérieur des pays étudiés sont abordées par le biais des acteurs et des dynamiques sociales qui sous-tendent les reconfigurations institutionnelles et normatives. Plus largement, les auteurs interrogent, dans une perspective socio-historique, les réformes postcommunistes de l'enseignement supérieur (libéralisation, autonomisation des institutions, mise en concurrence pour l'obtention de ressources matérielles, humaines et symboliques) en tant qu'elles s'inscrivent dans des transformations plus générales de l'État.

Les aspects institutionnels des réformes ne sont pas ignorés mais ils restent toutefois le préalable et la toile de fond d'un questionnement proprement sociologique. Les auteurs ont cherché à interroger les artisans des réformes, leurs objectifs, les circonstances de leur engagement et les contraintes en fonction desquelles ils ont œuvré pour mettre en place de nouveaux cadres de fonctionnement. Les contributions de ce numéro s'attachent donc à rendre compte de la complexité de l'espace concurrentiel (politique autant que professionnel) dans lequel s'inscrivent les différents projets de réforme, ainsi que des stratégies individuelles participant aux logiques de changement du secteur universitaire et des conditions du travail académique. Enfin, se gardant de séparer artificiellement le « national » du « supranational », de l'« international » ou du « transnational » en tant que dimensions des objets d'étude

ou niveaux de réflexion retenus, le dossier questionne également les modes de construction des ressources (sociales, professionnelles, intellectuelles et politiques) des acteurs réformateurs, au croisement de logiques nationales et internationales, à travers des processus de circulation et de socialisation qui articulent divers cadres et arènes d'action. Comme plusieurs articles le suggèrent, confirmant des travaux plus anciens (Tomusk, 2004), les terrains à l'étude témoignent d'une véritable circulation d'expertise et de modèles d'organisation des systèmes d'enseignement supérieur, diffusés en guise d'exemples de « bonnes pratiques », parfois avec d'importantes ressources matérielles à l'appui mais aussi dans une logique de conditionnalité, voire d'imposition, non dépourvue de violence.

Enfin, les contributions présentées dans ce dossier et la problématique transversale qui leur est propre alimenteront sans doute des débats plus généraux sur la *reconfiguration des rapports entre État et marché*, dans le domaine de l'éducation mais pas seulement. Ce thème est interrogé par plusieurs auteurs à travers l'analyse des formes variées, dans l'espace et le temps, de l'hybridation entre le secteur public et le secteur privé (Marginson, 2007 ; Lane & Kinser, 2011). Cette diversité tient au fait que le brouillage des frontières public/privé est principalement dû, dans les pays de l'Est, à deux phénomènes aux effets multiples et parfois contradictoires. Il s'agit, d'une part, de la baisse du financement public des universités, option privilégiée dans le cadre des réformes du secteur public consécutives à la chute des régimes communistes, qui a incité les établissements à rechercher des ressources privées et plus généralement à fonctionner selon des logiques entrepreneuriales. Secondement, il s'agit de la mise en œuvre, dans les années 2000 (mais parfois plus tôt, comme le montrent les cas russe et roumain), de réformes inspirées du « nouveau management public » (NMP) visant à importer dans la sphère publique des modes de gestion issus du monde des entreprises, voire à accroître le contrôle de l'État sur les établissements après une première période qualifiée parfois d'anarchique[7]. Parmi les hypothèses à creuser à

7. L'analyse des transformations des systèmes d'enseignement au travers des effets du « nouveau management public » a été une perspective développée dans le projet Foreduc sur « le devenir des systèmes éducatifs : dynamique contemporaine des structures de décision et recomposition des espaces éducatifs », conduit à l'Université Paris Ouest Nanterre entre 2002 et 2012 (Vinokur *et al*., 2007 ; Vinokur & Sigman, 2010).

la lumière des contributions réunies ici, celle des pays postcommunistes comme espace d'expérimentation de nouveaux modes d'organisation (managériale) dans différents secteurs publics nous semble mériter une attention particulière et elle ne manquera sans doute pas de susciter de nouveaux développements à l'avenir[8].

Un second débat plus général qui devrait bénéficier des apports des articles publiés ici porte sur l'articulation entre « *transformations postcommunistes* » et « *européanisation* » (Neumayer, 2006). Ce dossier se situe effectivement dans un champ de problématiques en lien avec une « aire culturelle » et un secteur de production scientifique centré sur l'étude des changements intervenus depuis l'effondrement des régimes communistes. Ces transformations ont été progressivement arrimées à la construction de l'enjeu de l'adhésion à l'Union européenne. L'articulation entre ces deux processus produit des effets sur les politiques publiques des pays « de l'Est » dont certains sont désormais membres de l'UE. Mais cette articulation pèse aussi sur la reconfiguration de champs disciplinaires : certaines disciplines dominantes à l'époque communiste ont connu une marginalisation, tandis que d'autres, accusées d'une trop grande connivence avec les régimes autoritaires – comme la science politique ou la sociologie – ont dû se réinventer une nouvelle légitimité (Matonyte, 2011). Enfin, ce sont aussi de nouvelles disciplines, cursus et diplômes qui se sont développés, soutenus, plus d'une fois, par les programmes et financements étrangers – à commencer par la Commission européenne dans le cas des études européennes (Neumayer, 2010) ou par la Fondation Soros dans les cas des études sur le genre (Cîrstocea, 2010, 2011).

Nous espérons, enfin, que la lecture de ce numéro pourra rafraîchir le regard des chercheurs s'intéressant à la thématique des transformations des universités et qu'elle pourra stimuler de nouveaux travaux opérant avec des approches et des découpages analytiques hétérodoxes. Fondé sur le croisement de questions, d'outils et de perspectives pluridisciplinaires, le programme revendiqué ici nous semble à même à

8. C'est entre autre la perspective analytique voire la thèse défendue par un projet en cours à la Maison interuniversitaire des sciences de l'homme en Alsace (MISHA Strasbourg), auquel deux des coordinatrices du présent numéro thématique sont rattachées : « Réformer l'État par le marché. L'"économisation" du secteur public dans l'Europe postcommuniste », sous la direction de Valérie Lozac'h (2013-2015).

la fois de renouveler l'objet désormais convenu connu sous le nom de « réformes » de l'enseignement supérieur (Vukasovic *et al*., 2012) et d'apporter de nouveaux éclairages sur des dynamiques qui touchent l'ensemble des milieux professionnels concernés par la « mondialisation universitaire » (Marginson, 2008 ; Leclerc-Olive, Scarfo-Ghellab & Wagner, 2011 ; Scott, 2012 ; Monte & Rémy-Giraud, 2013 ; Cusso & Normand, 2013).

Références

Amaral Alberto, Neave Guy, Musselin Christine & Maassen Peter (dir.) (2009), *European Integration and the Governance of Higher Education and Research*, Dordrecht: Springer.

Barrows Leland Conley (2013), *European Centre for Higher Education (UNESCO-CEPES) 1972–2011*, Alphen aan den Rijn, Wolters Kluwer.

Bruno Isabelle (2009), « Le temps des ‹chercheurs-entrepreneurs› : sens et pouvoir du benchmarking dans l''espace européen de la connaissance' », *Quaderni*, printemps, pp. 93-104.

Bruszt Laszlo & Stark David (1998), *Postsocialist Pathways. Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge: Cambridge University Press.

Croché Sarah (2010), *Le pilotage du processus de Bologne*, Bruxelles : Bruylant [coll. Thélème]

Cirstocea Ioana (2010) « Éléments pour une sociologie des études féministes en Europe centrale et orientale », in *International Review of Sociology / Revue internationale de sociologie*, vol. 20, n° 2, pp. 321-346.

Cirstocea Ioana (2011), « Genre, féminisme et promotion démocratique postcommuniste », *Multitudes*, n° 47, pp. 54-59.

Cussó Roser & Normand Romuald (dir.), « L'enseignement supérieur en Europe : harmonisation ou hybridation des réformes ? » dossier thématique de la revue Éducation Comparée, n° 8, 2013.

Dale Roger (2005), "The Potentialities of 'La mesure en éducation': the European Union's Open Method of Coordination and the Construction of a European Education Space", *Cahiers de la recherche sur l'éduca-*

tion et les savoirs, Hors-série n° 1 « Pouvoirs et mesure en éducation » sous la direction de Vinokur A., 2005, pp. 49-65.

Dale Roger & Robertson Susan (dir.) (2009), *Globalisation and Europeanisation in Education*, Oxford: Symposium Books.

Dobbins Michael (2011), *Higher Education Policies in Central and Eastern Europe. Convergence towards a Common Model?* Basingstoke: Palgrave Macmillan.

Gruson Pascale & Markiewicz-Lagneau Janina (1983), *L'enseignement supérieur et son efficacité. France, États-Unis, URSS*, Paris : La Documentation française.

Guilhot Nicolas (2004), « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 151-152, pp. 36-48.

Keeling Ruth (2006), "The Bologna Process and the Lisbon Research Agenda: The European Commission's Expanding Role in Higher Education Discourse", *European Journal of Education*, vol. 41, n° 2, pp. 203-222.

Kehm Barbara (2010), "The Future of the Bologna Process – The Bologna Process of the Future", *European Journal of Education*, vol. 45, n° 4, pp. 529-534.

Kehm Barbara (2012), "Editorial", *European Journal of Education*, vol. 47, n° 3, 2012, pp. 343-347.

Krücken Georg & Serrano-Velarde Kathia (2012), "Editorial", *European Journal of Education*, vol. 47, n° 2, pp. 173-177.

Lane Jason & Kinser Kevin (2011), "Reconsidering Privatisation in Cross-Border Engagements: The Sometimes Public Nature of Private Activity", *Higher Education Policy*, n° 24, pp. 255-273.

Lange Bettina & Alexiadou Nafsika (2010), "Policy learning and governance of education policy in the EU", *Journal of Education Policy,* vol. 25, n° 4, pp. 443-463.

Leclerc-Olive Michèle, Scarfo-Ghellab Grazia & Wagner Anne-Catherine (2011), *Les mondes universitaires face au marché. Pratiques des acteurs et circulation des savoirs*, Paris : Karthala.

Levy Daniel (2012), "How Important Is Private Higher Education in Europe? A Regional Analysis in Global Context", *European Journal of Education*, vol. 47, n° 2, pp. 178-197.

Marginson Simon (2007), "The public/private divide in higher education: A global revision", *Higher Education*, n° 53, pp. 307-333.

Marginson Simon (2008), « Vers une hégémonie de l'université globale », *Critique internationale, n°* 39, p. 87-107.

Matonyte Irmina (2011), *Emergence of political sciences in Lithuania in the early 1990s: the role of external actors and leverages,* communication lors de la journée d'étude du 10 mai: « Humboldt dans tous ses États. Les transformations des espaces académiques centre-est-européens depuis 1989, entre dynamiques endogènes et transferts internationaux », Paris, EHESS.

Monte Michèle & Remy Giraud Sylvianne (dir.) (2013), *Mots. Les langages du politique*, n° 102 : dossier spécial « Les discours sur l'enseignement supérieur et la recherche ».

Neumayer Laure (2010), « Les études européennes en République tchèque. Entre héritages communistes et incitations communautaires », *Politix*, vol. 23, n° 89, pp. 125-144.

Ravinet Pauline (2007), *La genèse et l'institutionnalisation du processus de Bologne : Entre chemin de traverse et sentier de dépendance*. Thèse en science politique, Paris : Institut d'études politiques.

Ravinet Pauline (2011), « La coordination européenne 'à la bolognaise'. Réflexions sur l'instrumentation de l'espace européen d'enseignement supérieur », *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 1, pp. 23-49.

Scott Peter (2000), "Higher Education in Central and Eastern Europe: An Analytical Report", in L.C. Barrows, *Ten Years After and Looking Ahead: A Review of the Transformations of Higher Education in Central and Eastern Europe*, Studies on Higher Education, Bucarest, UNESCO-CEPES, pp. 335-408.

Scott Peter (2012), "Going Beyond Bologna: Issues and Themes", in A. Curaj, P. Scott, L. Vlăsceanu & L. Wilson (dir.), *European Higher Education at the Crossroads. Between the Bologna Process and National Reforms* (Part 1), Dordrecht: Springer, pp. 1-14.

Sigman Carole (2010), « La montée de l' 'État-entrepreneur de l'enseignement supérieur' et l'hybridation public-privé. L'exemple de la Russie », *Économies et sociétés*, *Cahiers de l'ISMEA*, tome XLIV, n° 4, avril, Hors Série, n° 43, pp. 581-602.

Slantcheva Snejana & Levy Daniel C. (dir.) (2007), *Private Higher Education in Post-Communist Europe. In search of legitimacy*, Houndmills, Basingstoke: Palgrave Macmillan.

Telegina Galina & Schwengel Hermann (2012), "The Bologna Process: perspectives and implications for the Russian university", *European Journal of Education*, vol. 47, n° 1, pp. 37-49.

Tomusk Voldemar (2004), *The Open World and Closed Societies. Essays on Higher Education in Transition*, New York: Palgrave, Macmillan.

Tomusk Voldemar (2007), *Creating the European Area of Higher Education. Voices from the Periphery*, Dodrecht: Springer.

Tournès Ludovic (2011), *Sciences de l'homme et politique. Les fondations philanthropiques américaines en France au XX^e siècle*, Paris : Classiques Garnier.

Vinokur Annie (dir.) (2007), *Pouvoirs et financement en éducation. Qui paye décide* ?, Paris : L'Harmattan.

Vinokur Annie & Sigman Carole (dir.) (2010), *Économies et sociétés, Cahiers de l'ISMEA*, dossier : « L'enseignement supérieur entre Nouvelle gestion publique et crise systémique », tome XLIV, Hors Série, n° 43.

Vukasovic Martina, Maassen Peter, Nerland Monika, Stensaker Bjørn, Pinheiro Rómulo & Vabo Agnete (dir.), *Effects of Higher Education Reforms: Change Dynamics*, Rotterdam: Sense, 2012.

Walkenhorst Heiko (2008), "Explaining change in EU education policy", *Journal of European Public Policy*, vol. 15, n° 4, pp. 567-587.

Wimberley James (1999), « Civil Society and the Reform of Higher Education in Central and Eastern Europe: Perspectives from the Council of Europe », *Higher Education in Europe*, vol. 24, n° 4, p. 483-491.

Zmas Aristotelis (2012), "The Transformation of the European Educational Discourse in the Balkans", *European Journal of Education*, vol. 47, n° 3.